

## La poignée Agriptout, pour limiter la contamination du coronavirus

Par [Inès Guillemot](#), le 3/6/2020 à 10h53

Stimulés par le confinement, les jeunes élèves de l'École de production de Chalon-sur-Saône (EDPC) ont conçu une poignée portable permettant d'ouvrir une porte, allumer un interrupteur ou taper un digicode sans toucher les surfaces. Un objet qui met en lumière ces écoles professionnalisantes, en plein essor.



Comment ouvrir une porte, allumer un interrupteur ou taper un digicode sans toucher les surfaces de ses mains ? Les élèves de l'École de production de Chalon-sur-Saône (EDPC) ont profité du confinement pour résoudre cette nouvelle question, apparue avec l'épidémie de coronavirus. En collaboration avec leurs professeurs, ces jeunes en formation d'usinage ont imaginé un petit objet au bout recourbé. Conçu en aluminium, il s'utilise comme un crochet permettant d'atteindre des surfaces ou de saisir des objets sans les toucher. Et ainsi, d'éviter toute contamination.

Les « écoles de production » mieux considérées par l'État

« *L'objectif est d'apporter un complément aux gestes barrières* », détaille Patrick Carret, directeur général de la Fédération nationale des écoles de production (FNEP), un réseau d'une trentaine d'établissements, qui accueille des jeunes sortis du système scolaire traditionnel.

« Un pic de commandes au mois de septembre »

Reprenant des initiatives déjà existantes, les élèves de Chalon-sur-Saône ont conçu leur propre produit, élaboré les plans, et commencé la production jeudi 28 mai, poussés par des premières commandes émanant des entreprises. Convaincues de l'intérêt du produit, les douze écoles du réseau spécialisées dans l'usinage ont mutualisé leur savoir-faire et réorganisé la production, pour être en capacité de fabriquer environ 1 000 Agriptout par jour. Ils sont d'ores et déjà commercialisés, par lots de 20 pièces minimum, à 7,50 € l'une.

Patrick Carret s'attend à un pic de commandes au mois de septembre, « *au moment où les entreprises devraient réintégrer leurs locaux* » et auront par conséquent besoin de dispositifs sanitaires pour réduire les risques de contamination et faire respecter les gestes barrière.

Une production pourtant envisagée comme épisodique, et dépendante de l'évolution de la situation sanitaire. « *J'espère que les gens ne seront pas contraints de s'en offrir à Noël...* », souligne le directeur général des écoles. Surtout, la fabrication de l'Agriptout ne doit pas prendre le pas sur les autres activités liées à la formation d'usinage dans les écoles. « *Les jeunes doivent pouvoir se former à toutes les machines, et poursuivre les commandes pour les entreprises du territoire* », explique Patrick Carret.

Une formation aux métiers « en tension »

Fondées à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle — la première en 1880 à Lyon — ces écoles privées hors contrat proposent des formations professionnalisantes, à destination d'élèves de 15 à 18 ans, qui peinent à trouver leur place dans le système scolaire traditionnel. « *Ils ne s'épanouissent pas dans un lycée professionnel, et sont encore trop jeunes pour entrer dans l'apprentissage*, explique Patrick Carret. *Nous les formons par groupes de 8 à 12, et nous leur confions de vraies commandes. C'est une façon de les responsabiliser, de les ancrer dans le réel, et les sortir du théorique de l'école.* »

Ébénisterie, mécanique automobile, usinage, menuiserie, restauration : avec deux tiers de pratique, et un tiers de théorie, l'école les forme à des métiers « *en tension* » sur leur territoire, souligne le directeur. Elles offrent des débouchés directs à près de 900 jeunes chaque année. Les ventes d'Agriptout leur permettront d'acheter de nouvelles machines, pour répondre aux besoins de formation des élèves.

Méconnues, ces écoles sont en plein essor depuis environ trois ans : sur les 32 que compte le réseau, sept ont été créées l'an dernier. Les perspectives sont très favorables, notamment grâce à la signature d'un accord avec la Fondation Total, en mars 2018. Il prévoit l'ouverture d'une soixantaine d'ouvertures d'établissements d'ici à dix ans. Patrick Pouyanné, le PDG de Total, avait estimé qu'il s'agissait d'« *une manière de renvoyer l'ascenseur aux jeunes, conserver certains métiers et notre industrie* ».

Inès Guillemot